

## ARRETE MUNICIPAL N° 2024/176

### ARRETE MUNICIPAL D'INCORPORATION D'UN BIEN PRESUME VACANT ET SANS MAITRE – « THERON POMPELINS » - PARCELLE AL 13

Le Maire de la Commune de Cournonterral,

**Vu** la loi n°2004-809 du 13 août 2004 modifiée, relative aux libertés et responsabilités locales

**Vu** la loi n°2014-1170 du 13 octobre 2014 d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt

**Vu** la loi n°2022-217 du 17 février 2022 relative à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale

**Vu** le code général de la propriété des personnes publiques, dans ses articles L1123-1 2° et L1123-3,

**Vu** le code général des collectivités territoriales, dans ses articles L2131-1 et S. et L2241-1 et S.,

**Considérant** que le 2° de l'article L1123-1 du CGPPP dispose que sont considérés comme n'ayant pas de maître les immeubles qui n'ont pas de propriétaire connu et pour lesquels, depuis plus de trois ans, les taxes foncières n'ont pas été acquittées ou ont été acquittées par un tiers,

**Considérant** qu'il est de bonne gestion de faire cesser au plus tôt la vacance présumée des biens vacants et sans maître,

**Considérant** qu'aucun bien ne devrait être « sans maître », en particulier au regard des obligations d'entretien qui sont de la responsabilité de tout propriétaire diligent,

**Considérant** la circulaire du 8 mars 2006 relative aux modalités d'application de l'article 147 de la loi n°2004-809 du 13 août 2004, assimilant le propriétaire « disparu » à un propriétaire « inconnu », c'est-à-dire une personne identifiée au cadastre, disparue sans laisser de représentant, dont le décès trentenaire est impossible à prouver et dont les biens ne sont pas devenus la propriété d'une autre personne,

En effet, la question est de définir ce qu'est un propriétaire « inconnu ». La réponse est apportée par la circulaire du 8 mars 2006 relative aux modalités d'application de l'article 147 de la loi n°2004-809 du 13 août 2004. Il est précisé ce qu'est un propriétaire « inconnu ». La DGFIP considère qu'un propriétaire ayant disparu est un propriétaire inconnu :

#### 1.1 Les biens dont le propriétaire est inconnu

##### 1.1.1 Les biens dont le propriétaire a disparu

Il s'agit des biens immobiliers qui appartenaient à une personne identifiée, disparue sans laisser de représentant (biens ayant appartenu à une personne connue mais dont la date du décès n'a pu être déterminée à l'issue des recherches effectuées par la personne publique), et qui ne sont pas devenus la propriété d'une autre personne (en particulier, les immeubles pouvant être devenus la propriété d'une autre personne par l'effet de la prescription acquisitive).

Dès lors, il est impossible de déterminer l'identité de l'actuel propriétaire de ces biens.

La Commune a constaté qu'un compte de propriété présentait tous les critères définis par la loi n°2014-1170 du 13 octobre 2014 et la loi n°2022-217 du 17 février 2022.

Le compte de propriété « THERON Pompelins » obéit scrupuleusement à

- Une personne est identifiée au cadastre
- Elle a disparu sans laisser de représentant
- Un décès trentenaire est impossible à prouver
- Des biens qui ne sont pas devenus la propriété d'une autre personne

Envoyé en préfecture le 17/04/2024

Reçu en préfecture le 17/04/2024

Publié le 18/04/2024

ID : 034-213400880-20240417-2024\_176-AI



A partir d'une extraction des données cadastrales, le compte ci-après a été présumé vacant et sans maître : Monsieur THERON Pompelins, domicilié « 34660 COURNONTERRAL », sans indication de date et lieu de naissance.

Parallèlement, le fichier immobilier tenu par le Service de la Publicité Foncière de MONTPELLIER 2 n'a révélé aucune inscription pour la parcelle composant ce compte de propriété.

L'impossibilité d'obtenir des informations complètes sur l'état-civil de ce propriétaire confirme que ce propriétaire n'est pas « connu » au sens du CGPPP.

Enfin, eu égard au revenu cadastral total de ce compte de propriété, la taxe foncière sur les propriétés non bâties n'est pas mise en recouvrement, il était donc vain de contacter la DGFIP à ce sujet.

Considérant qu'il n'a pu être déterminé si un éventuel successible avait pris la qualité d'héritier de Monsieur THERON Pompelins.

L'arrêté municipal n°2023/201 du 14 juin 2023, transmis le 15 juin 2023 au contrôle de légalité, reprenant toutes mentions ci-dessus, a été affiché en Mairie durant un délai de 6 mois.

Il a également été notifié en LR/AR à la dernière adresse connue du propriétaire, mais retourné à l'expéditeur avec la mention « destinataire inconnu à l'adresse ».

Considérant qu'aucun ayant-droit ne s'est manifesté, plus de six mois après le début de l'accomplissement des diverses mesures de publicité, le Conseil municipal, par délibération n°2023-90 du 22 décembre 2023, transmise le 03 janvier 2024 au contrôle de légalité, régulièrement publiée, a décidé l'incorporation de ce bien.

## ARRETE

### ARTICLE 1 :

Il est prononcé l'incorporation dans le domaine privé communal de la parcelle suivante :

Références cadastrales	Lieu-dit	Superficie (en m <sup>2</sup> )	Nature cadastrale
AL 13	9013F Les Peyroules	2959	Lande

### ARTICLE 2 :

La valeur vénale de la parcelle objet des présentes est évaluée à 150 000,00 €

### ARTICLE 3 :

Le présent arrêté sera déposé au Service de la Publicité Foncière de MONTPELLIER 2 pour enregistrement

### ARTICLE 4 :

Le présent arrêté sera transcrit au registre des arrêtés municipaux et une ampliation sera affichée à la porte de la mairie aux fins de publication et adressée :

- au Représentant de l'Etat dans le département

### ARTICLE 5 :

Toute personne qui désire contester le présent arrêté peut saisir le Tribunal administratif de MONTPELLIER d'un recours contentieux dans le délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification. Elle peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou former un recours auprès de son supérieur hiérarchique. Ces démarches prolongent le délai du recours contentieux qui doit être introduit dans le délai de deux mois qui suivent la réponse. L'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite.



Fait à COURNONTERRAL,  
LE 17/04/2024  
LE MAIRE, William ARS

Arrêté n° 2024/176 le 17/03/2024